

Document

Une crise du capitalisme avancé, par C. J. Polychroniou

(contreinfo.info)

6 janvier 2012

« Serait-il exagéré d'avancer l'hypothèse que la crise de la zone euro n'est que le symptôme d'une crise plus générale du capitalisme avancé ? » s'interroge l'économiste C.J. Polychroniou, qui rappelle que « le système économique a été confronté à de fortes tensions et contraintes structurelles depuis de nombreuses années avant le déclenchement de la crise financière en 2007 : notamment la surproduction, l'augmentation des déficits commerciaux, le manque de croissance, d'emploi, et des niveaux d'endettement très élevés. »

par C. J. Polychroniou, Economics Institute, 6 décembre 2011

Serait-il exagéré d'avancer l'hypothèse que la crise de la zone euro n'est que le symptôme d'une crise plus générale du capitalisme avancé ?

Le marché obligataire italien est en proie aux attaques frontales des justiciers de la dette publique, et l'incendie se propage au cœur de l'Europe. Cependant, Angela Merkel, la dame de fer, reste inflexible dans son opposition à ce que la Banque centrale européenne (BCE) agisse comme prêteur de dernier ressort - position qui, compte tenu de la gravité du moment, aurait certainement fait froncer les sourcils d'un Friedrich Hayek, face à l'orthodoxie de la politique monétaire allemande. Devant cette situation, la Réserve fédérale américaine a dégainé, et lors d'une opération coordonnée avec cinq d'autres banques centrales (y compris la BCE), est venue à la rescousse du système bancaire européen et, par extension, de la zone euro elle-même, et finalement peut-être aussi du capitalisme avancé.

Deux ans après la survenue de la débâcle grecque (qui s'est désormais transformée en une vraie crise budgétaire), suivie naturellement par de graves problèmes dans d'autres parties de la zone euro (décrits à tort comme une crise de la dette souveraine), la crise de la zone euro prend désormais l'apparence d'une profonde crise bancaire européenne.

L'initiative de la Fed, qu'un certain nombre d'économistes avaient recommandée depuis quelque temps, a été motivée par le constat que les banques européennes éprouvaient des difficultés à refinancer l'équivalent de près de 1500 milliards d'euros de dette libellée en dollars américains. La situation désespérée dans laquelle se sont retrouvées les banques européennes est devenue assez évidente depuis quelques semaines : elles n'avaient pratiquement plus accès au marché du dollar.

L'action conjointe de la Fed et des autres grandes banques centrales suit un script qui provient directement du Traité sur la Monnaie de John Maynard Keynes. De fait, il est fort possible que les capitalistes d'aujourd'hui ainsi que des générations futures aient à remercier M. Keynes pour avoir sauvé le capitalisme mondial en deux occasions : durant le krach de 1929, puis celui de 2008.

Naturellement, les banques européennes ne sont pas les seules à traverser une très mauvaise passe. Il est peu vraisemblable que les banques américaines soient en bien meilleure posture, et les perspectives pour le secteur bancaire américain vont grandement s'assombrir si la situation actuelle dans la zone euro devait se prolonger. De fait, les banques américaines seront confrontées dans un avenir très proche à d'énormes volumes de dette arrivant à maturité. Avec pour commencer, plus de

50 milliards de dollars de dettes arrivant à échéance ce mois-ci. On peut donc s'attendre à ce que la Fed soit très occupée dans les mois à venir.

Mais faut-il comprendre le problème de l'Euroland, ceux qui existent de ce côté-ci de l'Atlantique, ou encore la stagnation de l'économie japonaise, comme uniquement dus aux retombées de la crise financière ?

Faut-il lui attribuer toutes les difficultés sociales et économiques auxquelles sont confrontés aussi bien l'Ancien que le Nouveau Monde - stagnation de la croissance, montée en flèche du chômage, baisse des perspectives de création de nouveaux emplois, faiblesse de la demande, écart grandissant entre les nantis et les plus démunis, malaise social ?

On peut défendre, avec de solides arguments, la thèse selon laquelle ce à quoi nous assistons, ce n'est pas simplement une grave crise financière dont le centre de gravité se trouve dans le monde développé, mais une crise plus générale du capitalisme avancé.

Le système économique a été confronté à de fortes tensions et contraintes structurelles depuis de nombreuses années avant le déclenchement de la crise financière en 2007 : notamment la surproduction, l'augmentation des déficits commerciaux, le manque de croissance, d'emploi, et des niveaux d'endettement très élevés.

L'accumulation de la dette du secteur privé des économies occidentales, qui a échappé à tout contrôle, est largement le résultat de la stagnation des salaires. Aux États-Unis, ceux-ci ont stagné depuis le milieu des années 1970, donnant naissance à un nouvel « Age Doré », et un renouveau des thèses proclamant la supériorité d'un capitalisme darwinien.

D'autre part, les déficits budgétaires et l'accumulation de la dette publique, bien que largement amplifiés par la crise financière de 2007-08, ont été en grande partie le résultat de politiques fiscales insidieuses favorisant les plus riches et les revenus du capital. L'idée d'une « société bonne et juste » s'est transformée en un rêve lointain dans la plupart des sociétés capitalistes avancées.

Alors que se poursuit la crise de la zone euro et que l'économie américaine peine à se tirer d'affaire, nous devons réexaminer les faits, et affiner nos outils d'économie politique, en considérant que ce qui se déroule à l'heure actuelle dans les économies avancées n'est pas seulement une crise bancaire ou financière, mais une crise plus profonde du capitalisme.

CJ Polychroniou est membre associé du Levy Economics Institute.